

Cataclysmes aux municipales : la raison méconnue

Ignorée par la gauche, négligée par les libéraux, mal mesurée par la droite nationale, l'origine profonde du séisme est la "politique de la ville"



XAVIER RAUFERT

La société humaine est toujours plus complexe ; tout problème grave y forme désormais un inextricable écheveau de causes et conséquences, de tenants et aboutissants. Il est donc rafraîchissant de pouvoir analyser simplement le résultat des dernières élections municipales et l'origine de la débâcle socialiste ; d'accéder sans peine à une lumineuse explication.

Car au-delà du superficiel et du brouhaha médiatique, une cause décisive explique à la fois le dégoût d'une part de l'électorat et la fureur de l'autre ; la percée de la droite nationale et la déroute de l'"antifascisme" onirique. En toile de fond, ignorée par la gauche, négligée par les libéraux, mal mesurée par la droite nationale, l'origine profonde du séisme est la "politique de la ville".

Ni cette désastreuse, ruineuse et interminable (1977-2014) "politique", ni l'aveuglement des politiques, ni les alertes de l'auteur ne sont nouveaux ; mais désormais les dégâts sont si vastes, le gouffre financier si profond - et si cruelle la détresse des victimes de cette "politique" -, qu'on doit à nouveau remonter à ses origines, exposer ses folies et son tragique échec, sur fond de ghettos et de prolifération des gangs. [Par souci d'objectivité, l'auteur ne cite ici que des médias favorables en principe à la politique de la ville.]

• "Politique de la ville", son objectif autoproclamé : Dès l'origine (1977), il est clair : "éviter le décrochage social... corriger les inégalités... fournir un cadre permettant de résorber la misère"; loi Borloo, août 2003 : "Réduction progressive des écarts constatés avec les autres villes et quartiers, retour au droit commun."

Or c'est tout l'inverse. Pour *Libération* (22/07/2013), on rejoue aujourd'hui "le même mauvais film que celui des Minguettes, il y a plus de trente ans". Documentation française, rapport, décembre 2012 : "La plupart, sinon tous les quartiers qui furent l'objet des premières interventions de la politique de la ville, à la fin des années 70, sont encore prioritaires en

2012." Dans ces quartiers dits "populaires" (comme l'Allemagne de l'Est était une démocratie "populaire"...) cette politique "n'a pas empêché la ghettoïsation progressive... la répétition des émeutes et la montée des violences des bandes en lien avec les trafics de drogues" (*Nouvel Obs*, 10/01/13). Et sur les territoires subissant cette "politique", les disparités s'accroissent toujours : 45 % de pauvres à Roubaix aujourd'hui - mais 7 % seulement à Versailles... (*L'Express*, 28/01/14).

- L'origine du drame : après 1968, un malfaisant urbanisme gauchiste - avoué du bout des lèvres par des journalistes eux-mêmes de gauche : "le temps des grandes espérances"... un "pari de mixité sociale et de nouveautés urbaines"... (*Le Monde*, 19/02/2013 et 7/2/2014). Trente ans plus tard, voilà sur quoi débouche la "douce utopie" : "Les popula-

Les dégâts sont si vastes, le gouffre financier si profond - et si cruelle la détresse des victimes de cette "politique" -, qu'on doit à nouveau remonter à ses origines, exposer ses folies et son tragique échec, sur fond de ghettos et de prolifération des gangs.

tions gauloises ont déserté"... "Des quartiers où ne vit plus aucun Blanc" (*Le Monde*, 27/10/2010).

- Le stalinisme à visage urbain : pendant trente ans, tous nient un échec pourtant patent dès la décennie 1990 : sur le ton d'Aragon à Tcheliabinsk (1931) on parle de "plus grand chantier du siècle" et, à l'instar du Gosplan soviétique, on regrette du bout des lèvres le "caractère mitigé" du bilan de la politique de la ville, ses "résultats nuancés".

- Que fait, que coûte, la "politique de la ville" ? Mystère. Un rapport après l'autre en dénonce la parfaite opacité : "Les députés ont tenté, en vain, de mesurer l'effort des différentes administrations dans les zones urbaines sensibles" (*Le Monde*, 16/10/2010)... "Il reste difficile aujourd'hui d'identifier les mécanismes sous-jacents producteurs d'inégalités, de discrimination et d'exclusion... Il faut encore construire ou parfaire les outils de l'observation... absence de données permettant d'objectiver la mobilité sociale..." (Documentation française, op. cit.).

"Gestion chaotique... Il n'existe aucun outil permettant de chiffrer, donc de vérifier, les efforts des administrations envers les quartiers en difficulté" (Cour des comptes, juillet 2012).

Résultat, ce terrible aveu de la députée communiste Marie-George Buffet (Seine-Saint-Denis) : "Cela fait trente ans que le ministère de la Ville existe, ces hommes et femmes n'ont pas vu changer leur vie... Nous avons des cités qui deviennent des ghettos." (*Le Monde*, 11/03/2012). *Le Monde*, encore du 7/02/2014, sur la cité du Mirail, à Toulouse :

"Ghettoïsation d'une population issue de l'immigration maghrébine, désarroi social, chômage des jeunes, précarité, pauvreté, violence et trafics en tout genre"... "On meurt dans les cités sensibles plus que partout ailleurs en France." (*Le Monde*, 7/06/2013).

Pire encore, si possible : depuis trente ans, par milliards d'euros, la "politique de la ville" a multiplié des programmes de rénovation urbaine... dont au détour d'une phrase, on découvre aujourd'hui qu'ils n'ont servi à rien ! *Le Monde*, 19/12/2013, citant l'Observatoire national des zones sensibles : "72 % des ménages

interrogés estiment que [ces travaux de rénovation urbaine] n'ont pas changé leur quotidien."

Face à ce terrifiant aveu, face à trente ans de massives souffrances, face à ces milliards dont nul ne peut expliquer l'usage, les ténors politiques sont dans le déni. Pour l'élection présidentielle de 2012, *Les Echos* (5/03/2012) signalent que "la thématique des banlieues en souffrance brille aujourd'hui par son absence dans les discours de campagne et les programmes des candidats".

Ainsi, depuis trente ans, nulle décision politique sérieuse n'a été prise pour résoudre, une bonne fois pour toutes, un drame affectant des millions de personnes. Or ici, décider est tout : "Les décisions ne s'obtiennent pas du fait de discourir à leur sujet, mais du fait qu'est créée une situation et que sont appliquées des dispositions, au sein desquelles la décision est inéluctable et où toute tentative pour l'é luder revient en fait à la décision la plus grave." (Martin Heidegger).

Ni cette désastreuse, ruineuse et interminable (1977-2014) "politique", ni l'aveuglement des politiques, ni les alertes de l'auteur ne sont nouveaux.